

**Belgium-Fleurus: Monitoring and control services**

OJ S 228/2022 25/11/2022

**Contract notice****Services****Legal Basis:**

Directive 2014/24/EU

**Section I: Contracting authority**

---

**I.1. Name and addresses**

Official name: Institut National des Radioéléments

National registration number: BE0408.449.677

Postal address: 1, Avenue de l'Espérance

Town: Fleurus

NUTS code: BE32B Arr. Charleroi

Postal code: 6220

Country: Belgium

Contact person: Madame Candice Painblanc

E-mail: [candice.painblanc@ire.eu](mailto:candice.painblanc@ire.eu)

Telephone: +32 71829347

**Internet address(es):**Main address: [http://www.ire.eu/fr/index\\_fr.php](http://www.ire.eu/fr/index_fr.php)**I.3. Communication**

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <https://cloud.3p.eu/Downloads/1/628/Y2/2022>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://eten.publicprocurement.be>

**I.4. Type of the contracting authority**

Other type: Fondation d'utilité publique

**I.5. Main activity**

Other activity: Production de radioisotopes

**Section II: Object**

---

**II.1. Scope of the procurement****II.1.1. Title**

Contrat cadre de prestations en prévention et protection au travail

Reference number: CT2210-17

**II.1.2. Main CPV code**

71700000 Monitoring and control services

**II.1.3. Type of contract**

Services

#### **II.1.4. Short description**

voir II.2.4

#### **II.1.5. Estimated total value**

#### **II.1.6. Information about lots**

This contract is divided into lots: no

### **II.2. Description**

#### **II.2.2. Additional CPV code(s)**

71317000 Hazard protection and control consultancy services

#### **II.2.3. Place of performance**

NUTS code: BE32B Arr. Charleroi

Main site or place of performance: Institut National des Radioéléments, 1, Avenue de l'Espérance à 6220 Fleurus

#### **II.2.4. Description of the procurement**

Objet des services :

Contrat cadre de prestations au sein des services finances, juridique et ressources humaines

Commentaire :

Entreprises situées à Fleurus, l'IRE (fondation d'utilité publique) et sa filiale IRE ELiT sont des entreprises industrielles renommées et innovantes jouissant d'un potentiel de développement élevé. Avec près de 250 collaborateurs, l'IRE est un des principaux producteurs mondiaux de radioisotopes utilisés en médecine nucléaire à des fins de diagnostic et de thérapie et propose également

des services de protection et de surveillance de l'environnement. IRE ELiT est quant à elle active dans la production radio-pharmaceutique. Sur les 5 dernières années, l'entreprise a renforcé son développement et jouit d'une croissance continue.

Particularité :

Notre entreprise est située sur un site nucléaire classe 1 entraînant beaucoup de contraintes sur divers plans, dont celui de la sécurité physique. Aucune visite préalable du site n'est envisagée avant le commencement de la mission par l'attributaire.

Contexte:

Dans le cadre de sa politique de gestion des risques, l'IRE souhaite pouvoir compter sur le support d'un bureau d'expertise

Le marché comprend :

- Une assistance pour l'élaboration et le suivi d'un plan stratégique d'amélioration de la sécurité et la santé au travail. Cette assistance doit également s'inscrire dans un objectif de conformité réglementaire et une volonté à moyen terme de certification ISO 45001.
- La prise en charge de thématiques de prévention en vue de leur intégration dans le système dynamique de gestion des risques de l'IRE. Ceci comprend :
  - o La proposition de processus permettant la gestion de la thématique
  - o L'élaboration des outils nécessaires
  - o Les formations éventuelles
- En option, une assistance sur site d'un conseiller en prévention pour la réalisation d'analyse de risques en cas de manque de ressources internes

Le marché est prévu pour une période de 4 ans.

La conclusion du marché sur base du présent cahier des charges ne donne au prestataire de services aucun droit d'exclusivité.

L'IRE peut, pendant la période de validité du marché, faire exécuter des prestations identiques ou analogues à celles décrites dans le présent cahier des charges par d'autres prestataires ou par ses propres services. Le prestataire de services ne peut de ce chef faire valoir aucun droit à un quelconque dédommagement.

#### **II.2.5. Award criteria**

Criteria below

Quality criterion - Name: Défense de l'offre / Weighting: 20

Quality criterion - Name: Qualité de la proposition et conformité avec le besoin / Weighting: 50

Cost criterion - Name: Prix / Weighting: 30

#### **II.2.6. Estimated value**

#### **II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system**

Duration in months: 48

This contract is subject to renewal: no

#### **II.2.10. Information about variants**

Variants will be accepted: no

#### **II.2.11. Information about options**

Options: yes

Description of options:

Options exigées (Les options doivent répondre au CSC)

#### **II.2.13. Information about European Union funds**

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:  
no

#### **II.2.14. Additional information**

### **Section III: Legal, economic, financial and technical information**

---

#### **III.1. Conditions for participation**

##### **III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers**

List and brief description of conditions:

\* Le DUME, par lequel l'opérateur économique déclare qu'il ne se trouve pas dans une des situations d'exclusion visées aux articles 67 à 69 de la loi du 17 juin 2016.

##### **1. Attestation d'ONSS :**

Les soumissionnaires employant du personnel assujetti à la sécurité sociale belge sont tenu de produire une attestation de l'ONSS.

Les soumissionnaires étrangers employant du personnel non assujetti à la sécurité sociale belge fourniront la preuve qu'ils sont en règle avec leurs obligations sociales selon les dispositions légales du pays où ils sont établis. Lorsqu'un document ou certificat n'est pas délivré dans le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance. Dans tous les cas de figure, un document original est exigé.

##### **2. Déclaration implicite :**

Par le seul fait de participer à la procédure du marché, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion visés à l'article 61§ 2 1° de l'AR du 15 juillet 2011:

faillite, condamnation, fausses déclarations, retard de paiement de cotisations sociales, d'impôts ou taxes.

A quelque stade que ce soit de la procédure, le pouvoir adjudicateur peut inviter le soumissionnaire à produire tout document prouvant qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion

### 3. Habilitation :

Conformément à la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité, le soumissionnaire déclare disposer pour lui-même en tant que personne morale et pour l'ensemble des membres de son personnel amenés à exercer les prestations visées par le présent marché de l'habilitation du niveau minimum « SECRET ». Le soumissionnaire disposant déjà d'une habilitation est invité à en remettre une preuve en annexe de son offre. Dans le cas contraire, le soumissionnaire sera tenu de compléter l'accusé de réception des démarches nécessaires à l'obtention des habilitations requises. Cet accusé se trouve en annexe du présent cahier spécial des charges.

### 4. Défaut d'exécution :

Est exclu du présent marché, le soumissionnaire étant toujours frappé d'une sanction pour défaut d'exécution d'un marché antérieur équivalent.

\* Le DUME, par lequel l'opérateur économique déclare qu'il ne se trouve pas dans une des situations d'exclusion visées aux articles 67 à 69 de la loi du 17 juin 2016.

L'article 70 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics s'applique. Pour les motifs d'exclusion visés à l'article 67 de la loi, le candidat ou soumissionnaire signale d'initiative s'il a pris les mesures correctrices visées au paragraphe 1er de l'article 70 au début de la procédure.

## III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

Le DUME, par lequel l'opérateur économique déclare qu'il satisfait aux critères de sélection suivants :

## III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

Le DUME, par lequel l'opérateur économique déclare qu'il satisfait aux critères de sélection suivants :

1. Maîtrise des langues
2. Experience
3. L'indication des titres d'études et professionnels du prestataire de services.

Minimum level(s) of standards possibly required:

1. Les profils proposés devront avoir le français comme langue maternelle.
2. Le candidat soumissionnaire démontrera qu'il a réalisé avec succès, au cours des cinq dernières années, 2 références de prestation similaire à celle du présent marché, incluant notamment des missions visant à la mise en place d'un système de management de la sécurité. Pour chaque référence, le candidat soumissionnaire mentionnera le nom du client et détaillera les contexte et l'ampleur du projet (complexité de l'organisation, processus couverts,...), l'idéal étant qu'un certificat ou un courrier de bonne exécution soit également fourni.
3. Le soumissionnaire fournira le CV complet du personnel pressenti pour effectuer la mission  
La présence de minimum deux conseillers en prévention (minimum 1 de niveau 1) est exigée

## Section IV: Procedure

### IV.1. Description

**IV.1.1. Type of procedure**

Open procedure

**IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system**

The procurement involves the establishment of a framework agreement

Framework agreement with a single operator

**IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)**

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

**IV.2. Administrative information****IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate**

Date: 23/12/2022 Local time: 14:00

**IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates****IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted**

English, French

**IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender**

Tender must be valid until: 22/04/2023

**IV.2.7. Conditions for opening of tenders**

Date: 26/12/2022 Local time: 10:00

Place:

Institut des Radioéléments

**Section VI: Complementary information**

---

**VI.1. Information about recurrence**

This is a recurrent procurement: no

**VI.2. Information about electronic workflows**

Electronic invoicing will be accepted

**VI.3. Additional information**

Les offres peuvent uniquement être introduites électroniquement sur le site internet de e-Tendering <https://eten.publicprocurement.be/>.

**VI.4. Procedures for review****VI.4.1. Review body**

Official name: tribunal de commerce de charleroi

Postal address: Boulevard Alfred de Fontaine 10

Town: Charleroi

Postal code: 6000

Country: Belgium

**VI.5. Date of dispatch of this notice**

22/11/2022